

Daesh : autopsie d'un monstre (Secrets d'info. France-Inter. Vendredi 20 novembre 2015. 19 h 20 / 20 h).

Au-delà de la sidération, au-delà de l'effroi et des larmes, au-delà du deuil, le carnage minutieusement programmé du 13 novembre 2015 à Paris provoque un choc intellectuel.

Le besoin de comprendre se traduit par de multiples questions : Les Occidentaux ont-ils fermé les yeux sur la montée en puissance de ce groupe terroriste ? A-t-on volontairement ignoré le rôle joué par l'Arabie saoudite et le Qatar ? A-t-on fait semblant de ne pas prendre conscience de l'importance majeure de l'enjeu pétrolier ? Comment expliquer les incohérences de la diplomatie française ?

Pour être en mesure d'apporter des réponses à ces questions, il est indispensable de revenir au début de l'histoire, soit à la guerre menée en Irak par les Occidentaux après le 11 septembre 2001.

Un terreau de haine

Lorsqu'ils décident de renverser le dictateur irakien, les américains commettent deux erreurs : D'abord, ils mentent sur les armes de destruction massives et sur les liens supposés entre **Saddam Hussein** et [Al Qaida](#)... Mais surtout ils marginalisent les [sunnites](#) afin de porter les [chiïtes](#) au pouvoir. Et **Paul Bremer** qui est alors le gouverneur américain à Bagdad, commet une bourde qui va jeter des dizaines de milliers de soldats aguerris dans les bras du futur Etat Islamique... Cette bourde, un des hommes les mieux informés de France, **Alain Juillet**, l'ex patron du renseignement de la DGSE, la raconte ainsi :

« Brenner fait une erreur colossale. Il donne l'ordre de licencier tous les militaires de l'armée irakienne. Ils partent avec leurs armes, ils n'ont rien, et comme ils sont sunnites - et qu'on fait la guerre aux sunnites - il y a impossibilité pour eux de retrouver des emplois. Donc ça va créer un ressentiment, une frustration et une haine terrible envers l'occupant et envers les occidentaux ».

Les américains produisent donc un terreau de haine, un terreau sur lequel va se développer le groupe terroriste autoproclamé ["Etat" Islamique](#)...

Et ce d'autant plus facilement qu'il n'y a plus de véritable Etat, que les services publics n'existent plus, que l'économie est moribonde et que la corruption est devenue la norme.

C'est effectivement sur ces cendres que le groupe Etat Islamique prend racine.

Des personnalités émergentes

Dès lors tout se passe comme dans une jungle, ce que devient peu à peu l'Irak : Ce sont les plus forts qui émergent dans ce chaos, et tout particulièrement une personnalité, celle d'[Abou Bakar Al Bagdadi](#) qui règne aujourd'hui en maître sur DAESH. L'autre groupe djihadiste dominant dans la région, c'est **Al Nosra**, plus proche d'Al Qaida.

Et ces groupes qui montent en puissance sont plutôt vus, dans un premier temps, d'un bon œil par les voisins de la Syrie, et notamment par l'Arabie Saoudite...

Rebelles djihadistes syriens et Saoudiens ont en effet en commun la religion sunnite. Les Saoudiens avaient très mal vécu l'arrivée des chiites - portés par les Américains - au pouvoir à Bagdad... Et l'avènement de groupes djihadistes apparaît, aux yeux de la monarchie saoudienne, comme une manière de freiner la constitution d'un axe chiite qui commence à prendre un peu trop d'espace à son goût. C'est l'analyse d'Alain Chouet qui fut lui aussi patron du renseignement de la DGSE.

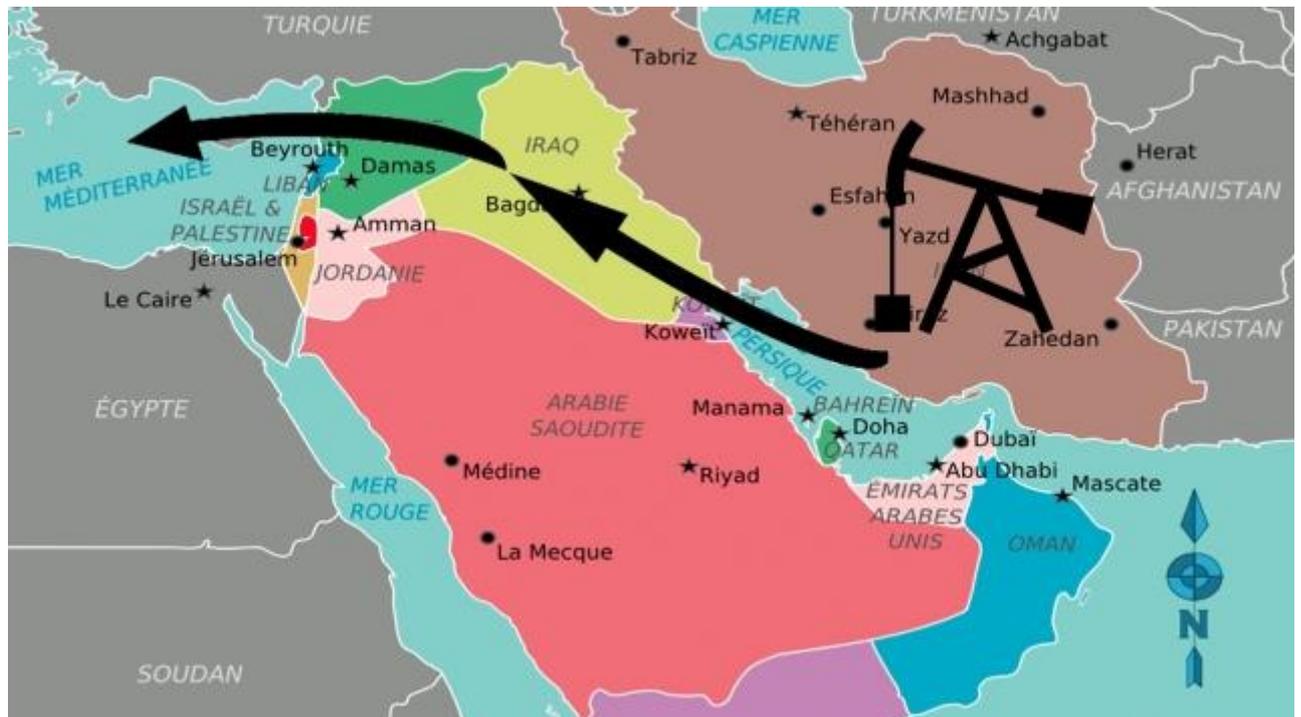
« L'Arabie Saoudite essaie de s'opposer à la création d'un croissant chiite au Moyen Orient et de maintenir un axe sunnite à travers l'Arabie, la Jordanie et la Turquie. Ces mouvements salafistes et sunnites sont actuellement le seul moyen pour l'Arabie de s'opposer à la création d'un vaste ensemble chiite qui lui serait évidemment hostile. Il y a aussi l'enjeu pour l'Arabie Saoudite de s'opposer à toute possibilité de dérive démocratique et nationaliste dans les pays arabes. L'Etat islamique l'a dit x fois, la démocratie est une abomination ».

Des enjeux économiques considérables

Dans cette région longtemps qualifiée de "croissant fertile" les richesses naturelles sont aussi constituées d'hydrocarbures : pétrole et gaz.

Jusqu'alors l'Arabie Saoudite dominait nettement la production de pétrole, et le Qatar celle du gaz. Or ces deux pays apprennent que l'Iran, leur plus farouche rival, projette de construire un pipeline qui traverserait l'Irak et la Syrie pour s'assurer un débouché vers la méditerranée. Cela redistribuerait totalement les cartes du marché du pétrole et du gaz. C'est clairement là l'un des éléments qui va pousser ces deux pays à déstabiliser Bachar el Assad.

Preuve qu'un mouvement se met en route : le prince qui dirige les services de renseignement saoudiens rend visite à Vladimir Poutine pour lui demander de mettre fin au soutien russe à Bachar El Assad. Il sera éconduit sans ménagement.



Carte pipeline Golfe © Radio France - 2015 / Thomas Jost/RF

Un projet idéologique

Avec ou sans l'appui des russes, l'opération de déstabilisation de Bachar El Assad est donc lancée... pour des raisons économiques liées à l'acheminement du pétrole, certes, mais pas seulement. En effet si l'Arabie Saoudite et le Qatar soutiennent des groupes rebelles c'est aussi dans le but de provoquer la chute du régime laïque syrien et y instaurer à terme un régime islamique extrêmement sévère. C'est l'analyse d'Alain Juillet :

« Les opposants religieux, c'est-à-dire les Frères musulmans - dont le Qatar est un des supports reconnus – et les Saoudiens, ne vont pas hésiter à financer des gens pour réinstaller dans ce pays laïc la vraie religion : la religion vue par les Salafistes ».

Ainsi se consolident peu à peu deux mouvements terroristes, Daech et Al Nosra, financés par le Qatar et l'Arabie Saoudite, comme le relevait en mai 2015, dans un **rapport du congrès américain**.

Des circuits financiers opaques

Mais ce financement dont tout le monde parle, il reste extrêmement difficile d'en apporter la preuve, car les circuits financiers sont difficiles à établir. Mais [Pierre Conesa](#), ex haut fonctionnaire du Quai d'Orsay et spécialiste de l'Islam croit savoir comment cet argent sort des comptes de hauts dignitaires du golfe, pour arriver jusqu'aux groupes djihadistes.

« L'Arabie saoudite est une espèce de Disney World de l'Islam, c'est à dire que tout est faux. En fait, c'est une espèce de ghetto, dans lequel il n'y a aucun cinéma ni aucun théâtre. Quand les Saoudiens sortent à l'étranger, ils s'éclatent, ils font tout ce qui est interdit là-bas et quand ils reviennent, comme ils se sentent coupables, ils achètent des indulgences. Ils ne disent pas que cet argent doit aller à AL-Nostra ou à Daesh, simplement cet argent va de fait vers ces groupes islamistes ».

Des **indulgences**, ce sont tout simplement des sommes d'argent versées à des fondations, des ONG saoudiennes dont les objectifs sont plus que discutables...

La légèreté diplomatique française

Tandis que Qatar et Arabie saoudite financent les groupes rebelles djihadistes, la France elle, soucieuse de soutenir les forces identifiées comme progressistes, soutient l'ALS, l'**Armée Syrienne Libre** qu'on décrit alors à Paris alors comme une alternative démocratique crédible à Bachar El Assad.

En fait, dès le départ, la France prend fait et cause pour les rebelles contre le dictateur Syrien. « *Le départ de Bachar n'est qu'une question de semaine* » explique Laurent Fabius. Et en août 2012, lors d'un déplacement à la frontière turque, le ministre des affaires étrangères prononce ces mots désormais célèbres :

« Monsieur Bachar El Assad ne mériterait pas d'être sur la terre » (L. Fabius).

Officiellement, on livre des gilets pare-balles, des outils de communication cryptée, des masques contre les armes chimiques, ou des lunettes de vue nocturnes. Mais dans les faits, ce sont bien des canons de 20 mm, des mitrailleuses, des lance-roquettes, et des missiles

antichars que la France livre à l'ALS... Mais dans les faits, on ne sait pas trop dans quelle main elles sont tombées. Un doute que la France a eu bien tardivement.

On réalise en effet aujourd'hui que l'ALS ne pesait rien. Ceux qu'on appelait "les rebelles" correspondaient en réalité à une nébuleuse illisible. Certaines de ces armes sont donc effectivement passées dans les mains d'Al Nosra, le groupe proche d'Al Qaida. Et l'ex patron du renseignement extérieur de la France, Alain Juillet, n'hésite pas à affirmer qu'il y a eu « *une faillite des renseignements dans ce domaine.* »

La France se serait donc totalement trompée dans son évaluation de la situation...

Comment expliquer cet aveuglement ?

D'abord, pour [Pierre Conesa](#), qui connaît bien les rouages du Quai d'Orsay, c'est tout l'appareil diplomatique, tout un système en somme qui, est à revoir :

« Il y a eu un axe diplomatique qui a été dès le début extrêmement insistant sur le thème « notre ennemi, c'est Assad ». A partir de ce moment-là, l'analyse de la crise a été monologique, ça allait dans le sens de ce qu'avait décidé Fabius et non pas en fonction du sens de la réalité du terrain ».

Les intérêts économiques français

La faillite française dans cette histoire est également imputable aux intérêts économiques français dans la région. Ryad et Doha sont des partenaires économiques importants de Paris. Et face à eux, Damas ne pèse pas lourd... **Alain Chouet**, l'ancien patron du renseignement de la DGSE qui s'est rendu plusieurs fois en Syrie se souvient de ce qu'on lui répondait au début de la crise lorsqu'il alertait les autorités françaises sur la réalité de la situation sur le terrain :

« Ecoute, tu ne vas nous embêter avec La Syrie, ce n'est même pas le PNB de la Slovaquie, alors on a mieux à faire avec nos amis qataris et saoudiens ».

Cette erreur de jugement fait tragiquement songer à une autre, lors de l'intervention en Libye, où la France a commis le même type d'erreur d'appréciation. L'ancien diplomate [Patrick Haimzadeh](#), était à l'époque à **Tripoli**. Au moment où Paris s'engage contre Kadhafi, c'est en réalité le Qatar qui tire les ficelles en s'appuyant sur sa chaîne de télévision **Al Jazira**.

« L'objectif, c'était de faire sauter Kadhafi. Al Jazira avait dès le départ mis en place une cellule de désinformation pour relayer les paroles de Libyens qui étaient en fait dans les studios d'Al Jazira Doha et qui ont notamment évoqué l'histoire des bombardements, qui a été centrale, parce que l'histoire des bombardements, c'est ce qui a été repris par Nicolas Sarkozy à Bruxelles le 21 Février, 4 jours après le début de l'insurrection, pour déclarer la logique de guerre contre Kadhafi. Or les bombardements, il n'y en a jamais eu. »

Quand les Saoudiens changent de stratégie

Peu à peu, le groupe Etat Islamique devient de plus en plus fort. Il étend sa zone d'influence et s'approche des frontières saoudiennes. Il devient si incontrôlable que ses alliés vont finir par couper les ponts avec lui.

A la mi 2013, les saoudiens prennent conscience que les rebelles qu'ils ont aidé peuvent se retourner contre eux...

A ce moment-là, même les plus hauts dignitaires du pays reconnaissent qu'ils ont commis des erreurs. C'est le cas du Prince et homme d'affaire saoudien, **Alwaleed Bin Talal**. C'est l'un des plus grands investisseurs saoudiens en France. C'est la vingtième fortune du monde. Il possède entre autres l'hôtel George V à Paris, et plusieurs hôtels de Disneyland. Voici sa position en octobre 2014, quand une journaliste de CNN l'interroge sur le sujet.

Malheureusement quelques éléments extrémistes en Arabie Saoudite ont financé des éléments extrémistes en Syrie. Mais l'Arabie Saoudite a pris des mesures très sévères pour y mettre fin. Et maintenant, tout ça, c'est terminé.

Mais si les saoudiens ne font plus rien pour aider le groupe Etat islamique, ils ne font rien non plus pour lutter contre lui... Et en coulisse, son rôle pourrait être encore plus trouble.

Si l'on en croit des sources "bien informées" comme on dit, l'Arabie saoudite continuerait indirectement de financer DAESH, en achetant son pétrole au marché noir, avec la complicité de la Turquie.

C'est ce que soutient un fin connaisseur du sujet, l'ancien patron d'Elf, **Loïc Le Floch Prigent** qui a lui-même longtemps travaillé en Irak et en Syrie.

« Le pétrole de Daesh ne peut sortir et ne peut être payé que par des gens qui sont prêts à le payer et à étouffer son existence. C'est forcément un mélange de Turcs et de Saoudiens. Il n'y a pas d'autre solution. Ce sont les deux pays qui sont en liaison et qui ont la possibilité de le faire ».

Amis de la France et de tant d'autres...

En dépit de tous ces éléments, la France entretient les meilleurs rapports avec ces pays...

François Hollande s'est rendu dans le Golfe en mai 2015. Il signe avec le Qatar un contrat portant sur la vente de 24 Rafale. Et il y a un mois à peine, en octobre dernier, Manuel Valls se rend à son tour à Ryad pour signer des promesses de contrats.

La France n'est d'ailleurs pas seule à avoir joué avec le feu en Syrie.

Les Etats Unis qui ont déstabilisé l'Irak, les pays du Golfe qui ont financé des mouvements djihadistes, la France qui a joué les rebelles contre le pouvoir Syrien sans voir qui elle avait en face d'elle. Et la Turquie qui laisse prospérer les trafics sur son territoire.

Il est clair que la seule réponse possible est donc politique. Mais en attendant, depuis les tragiques attentats du 13 novembre 2015 la réponse apportée reste militaire.

C'est d'abord un signe adressé à l'opinion française. Un signe de fermeté et de force. Mais sur le terrain leur efficacité est limitée, et rien ne dit d'ailleurs qu'elles n'aient pas des effets pervers.

C'est l'analyse de l'ancien colonel de marine [Michel Goya](#)

« Cette campagne de frappes est un sergent recruteur remarquable pour l'Etat islamique. La campagne aérienne de la coalition a peut-être tué 400 civils, tout ça alimente le ressentiment sur place, alimente l'idée que ce sont toujours les arabes sunnites qui prennent des bombes ».

C'est que l'on appelle un cercle infernal. Aucune solution simple ne semble au moins à court terme se dégager... Reste la question qu'il est temps de poser, celle de nos alliances... Avec notamment le Qatar et l'Arabie saoudite.

Peut-on adopter une posture morale lorsqu'il s'agit de Damas et fermer les yeux sur ce que font Doha et Ryad ? Comment peut-on être crédible si l'on fait du commerce avec des pays qui soutiennent un terrorisme que l'on dénonce par ailleurs ?

Enquête de Benoît Collombat & Jacques Monin. © France Inter – Secrets d'info. 20 / XI / 2015.